

16 février 2023 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Discours du Président de la République.

Monsieur le ministre,  
Mesdames les ministres,  
Mesdames et Messieurs les parlementaires,  
Monsieur le préfet de la région,  
Mesdames et Messieurs en vos grades et qualités.

Merci infiniment d'abord pour les travaux et tous ces mois d'avancées et la restitution d'aujourd'hui et merci, Monsieur le sous-directeur, aussi pour tout le travail qui a été conduit. Je veux vraiment ici rendre hommage au travail et vous l'avez dit, à l'ensemble des administrations, de tous les partenaires et de tous les bénévoles qui ont pris sur leur temps pour faire avancer cette cause commune.

En effet, je suis très heureux en cette journée d'être parmi vous, un an après le lancement du premier FORIF et au fond de l'esprit que je souhaite plus profondément pour tous ces travaux, c'est-à-dire de pouvoir avoir un débat apaisé, de plein pied, entre l'Etat et le culte musulman, sous l'égide de la République, et tourné vers des solutions concrètes. Et au fond, de faire vivre ce qu'est notre laïcité, qui n'est pas l'interdiction de quelque religion que ce soit mais la possibilité de vivre ensemble dans la République avec cette liberté de croire et de ne pas croire, et en respectant absolument toutes les lois de la République. Ni plus ni moins.

Et de le faire sans que ce soit l'occasion d'une difficulté, d'un drame, d'une crise, mais de pouvoir avancer parce que le chemin est devant nous et nous avons encore beaucoup de choses à faire, parce que si tout tombait parfaitement en quelque sorte nous n'aurions pas à vivre ces soubresauts et à nous occuper de la question. Et c'est l'histoire même d'ailleurs, à la fois de ce qu'est la Nation française et de notre République. Ça n'est jamais un donné. C'est un combat de chaque jour, un plébiscite aurait dit Renan, un engagement. Mais derrière cet engagement, il y a un pacte de connaissance, un pacte de reconnaissance, un pacte de volonté. Et ce triple pacte, c'est celui même autour duquel l'ensemble de vos travaux, Professeur, vous venez de le dire pour une partie de ce qui concerne ce triptyque, c'est ce que l'ensemble de vos travaux ont conduit à faire avancer.

Alors, en effet, lors du discours que j'avais fait aux Mureaux, j'avais parlé d'un réveil républicain, quelques semaines malheureusement avant un nouvel attentat sur notre sol et une attaque terroriste à nouveau. Mais ce réveil républicain des Mureaux, en nommant le séparatisme, visait à éveiller, si je puis dire, de manière très concrète, sans opposer, déplier les causes et traiter une à une les racines de nos difficultés communes.

Je veux ici vraiment remercier le ministre de l'Intérieur, l'ensemble de ses équipes, remercier les parlementaires, tous et toutes engagés, le rapporteur tout particulièrement, pour le travail qui a été conduit, pour que ce discours devienne ensuite un texte de loi, qu'il soit appliqué progressivement par l'ensemble des administrations et des acteurs. Et malgré les doutes de certains, je remercie aussi les représentants des musulmans d'avoir accepté cette nouvelle loi de la République sans former aucun recours. Les engagements pris ont été tenus. Je n'y reviens pas en ce qui concerne l'ordre public et la neutralité de l'État, le contrôle des associations, l'école, mais chaque fois dans le respect des libertés publiques et surtout dans le but de combattre l'islamisme, c'est-à-dire de dissiper l'air du soupçon et toutes formes de confusion qui avaient pu s'installer, et de permettre simplement l'expression sincère, personnelle de la foi.

Notre action contre l'islamisme politique depuis ces dernières années a donné des résultats concrets. Je vais ici de les rappeler. Près de 28 000 opérations de contrôle. 906 fermetures d'établissements opérées de manière temporaire ou définitive. 54 millions, même un peu plus, redressés ou recouverts. Plus de 600 signalements effectués au titre de l'article 40 du code de procédure pénale. L'accompagnement vers la loi de 1905 des lieux de culte, comme le fait courageusement la Mosquée de Paris dont je remercie le recteur.

Il a également été mis un terme au système des enseignements en langue et culture d'origine, les fameux ELCO, qui ont été remplacés par les enseignements internationaux de langues étrangères, les EILE, qui n'échappent plus au contrôle de l'Education nationale, contrairement au système des ELCO et permettent de remettre dans le giron de la République et de l'enseignement que nous souhaitons pour nos enfants, l'ensemble justement de ces pratiques.

Mais traiter les conséquences d'un Islam dévoyé, sans prendre le soin d'assurer à chacun des musulmans l'accès à un Islam en France, à un Islam des Lumières, c'était faire les choses à moitié. Et c'est dans ce cadre

que le FORIF participe de cette ambition d'un réveil républicain. Il prend place aux côtés de plusieurs initiatives. Certaines qui préexistaient à tous nos travaux et qui ont joué ces dernières années un rôle important. Je ne citerai ici, parmi tant d'autres que l'Institut des cultures d'Islam de Paris, chère Bariza. Mais je veux ici rappeler l'importance du travail de la Fondation pour l'Islam de France comme de la structuration, comme de la structuration d'une islamologie universitaire.

Vous l'avez rappelé, cher professeur et président de l'Institut français d'islamologie, le FORIF, lui, permet à l'Islam en France de structurer librement en sortant des impasses précédentes, en redonnant de la liberté, de la responsabilité, et donc, de l'efficacité aux acteurs de terrain. Alors ces travaux et ce dont vous avez restitué la substantifique moelle, si je puis dire aujourd'hui, c'est le début de ce chemin. Un dialogue de qualité entre l'Etat et l'ensemble de celles et ceux qui font vivre l'Islam en France.

Les précédentes instances présentaient des limites que j'ai déjà eu l'occasion de nommer. Il y avait un dialogue qui existait, il y a eu des vraies avancées. Je ne veux pas sous-estimer ce qui avait été fait, par exemple, avec le CFCM. Mais l'Etat discutait bien souvent aussi avec d'autres Etats dans le cadre d'une forme de rémanence, pas simplement diplomatique, mais qui embarquait aussi toute une histoire dont il fallait progressivement sortir. C'est pourquoi nous avons décidé de mettre fin au CFCM de manière très claire et à son activité. C'est pourquoi nous avons décidé de mettre en place une charte, et je remercie toutes celles et ceux qui l'ont courageusement signée, explicitant leur engagement à la République et aux valeurs de la République.

Et là aussi, sans ambiguïté aucune. Il ne s'agit pas de dire que la République serait au-dessus de quelque religion que ce soit. Ce n'est pas le même ordre. Il s'agit simplement de rappeler qu'on peut croire ou ne pas croire en République. Qu'à la rigueur, la République, même complètement, la République n'a pas à dire ce qu'est le culte mais qu'elle n'a à faire aucune concession au nom de quelque religion ou philosophie sur ce que sont ses règles et celles qu'elle se donne. Le peuple est souverain et il décide de celles-ci. Et demander à chacune et chacun, citoyen, de pouvoir exercer leur foi, à la défendre, mais de réitérer leur engagement absolu aux règles de la République, c'est le cadre de la laïcité, et celui qui nous permet d'avancer. Et je remercie toutes celles et ceux qui l'ont signée.

Notre conviction était que pour parler de l'Islam en France, il fallait s'appuyer sur les musulmans qui vivent en France, parce que sinon, on retombe dans cette logique, en quelque sorte d'extraterritorialité, de jeux d'influence et de propagande. Je ne dis pas qu'on s'en affranchit totalement, j'y reviendrai en faisant cela, mais enfin, c'est une condition première. Et surtout, je crois qu'on manifeste le respect, la reconnaissance et un travail au concret avec celles et ceux qui croient en cette religion et qui la vivent sur notre sol. C'est une vraie démarche fédérative qui est conduite avec le FORIF, avec une unité de base qu'est le département, -enfin plusieurs départements sont regroupés-, mais qui, justement, sort des structures habituelles et des formes de représentation qu'on connaissait jusque-là.

Il s'agit donc de réunir les forces vives de la foi musulmane et de trouver un système où les acteurs du terrain parlent des sujets du terrain. Vous l'avez très bien montré aujourd'hui, de manière pragmatique, en ne calcifiant, si je puis dire, aucune rivalité, aucune pesanteur. Et les membres du FORIF, bénévoles, désignés pour un an, sont les éclaireurs de millions de Français musulmans qui veulent croire en l'Islam et porter les valeurs de notre pays. Et vous êtes à cet égard les visages d'un humanisme du réel qui fait progresser chacun et qui portait aussi un engagement reposant sur un vrai courage intellectuel qui vous honore. Et de cela, je veux vraiment vous remercier.

Cette démarche exemplaire, vous en avez restitué ici les travaux avec à la fois engagement et pragmatisme, et avec des vrais chantiers qui ont été d'ores et déjà dessinés et qui sont à mes yeux le meilleur rempart face aux entreprises de séparatisme et le meilleur démenti face aux amalgames.

Et au fond, je pense que, je suis même convaincu, que vos travaux sortent de ce face à face qui, quand il n'y a pas la juste reconnaissance, bâtissent sur le ressentiment et légitiment les discours de séparatisme. Parce qu'il y a le travail conjoint, la reconnaissance de la République, le pragmatisme, nous construisons des solutions communes dans le cadre de la République pour que justement l'ensemble de ces pratiques puisse se tenir.

Alors en un an, beaucoup de travaux ont été conduits avec des résultats exemplaires. Vous les avez parfaitement restitués. La sécurité des lieux de culte et la lutte contre les actes anti-musulmans qui est un chantier prioritaire. Et je veux remercier à mon tour les députés FLORENNES et MENDES pour le travail conduit et l'ensemble des travaux, comme cela a été rappelé par Monsieur le sous-directeur, inspirent maintenant la ligne de force du ministère de l'Intérieur, mais avec le guide relatif à la lutte contre les actes anti-musulmans, un autre guide relatif à la sécurité des lieux de culte pour permettre aux gestionnaires de ces lieux d'avoir connaissance des outils existants et des vraies mesures de sécurisation. C'est une avancée concrète. Et dans le cadre de nos lois existantes, nous pouvons faire beaucoup. Et grâce à ces guides, sous l'égide du Ministre et nos préfets, là aussi, beaucoup sera fait pour structurer un réseau des actions communes avec entre

autres la désignation des référents comme vous l'avez proposé, des choses extrêmement concrètes. Et je le dis ici aussi, ce sera pour nous un des axes clés car la loi doit protéger chacun. Et les préfets que je remercie pour leurs actions sont particulièrement sensibilisés sur ce sujet et y veillent ô combien. J'ai à cet égard demandé au Gouvernement d'augmenter les crédits à votre disposition dès cette année et le ministre de l'Intérieur et des Outre-mer y veille.

Sur l'aumônerie musulmane, vous l'avez rappelé, qu'il s'agisse des hôpitaux, des prisons, de nos armées, qu'il s'agisse aussi du futur SNU, qui portera ce sujet au cœur de son organisation aussi, c'est un impératif pour tenir la promesse républicaine. Et s'agissant des fidèles qui peuvent être en situation de fragilité, c'est un instrument nécessaire, là aussi contre toute forme de radicalisation.

Au terme de vos travaux, vous avancez vers un système de gouvernance, vous l'avez tout à l'heure rappelé, avec ce Conseil national de l'aumônerie musulmane, FORIF pleinement opérationnel, sur lequel nous devons maintenant avancer et que nous devons mettre en œuvre pour qu'il soit un élément important de progrès réel pour les musulmans et pour l'unité de la nation.

Et puis, sur le financement, vous avez esquissé des premières pistes très concrètes, avec des partenaires indispensables, et j'y reviendrai dans un instant, sur la formation et le statut des imams également, qui sont une condition indispensable pour pouvoir avancer.

D'ores et déjà sur les propositions concrètes qui ont été formulées aujourd'hui, je souhaite que les prochains mois soient des mois de traduction pratiques, qu'elles soient législatives, réglementaires ou organisationnelles, pour que vos travaux puissent tout de suite démontrer en quelque sorte qu'ils se traduisent en actes, ce qui est un signe de confiance, de crédibilité. Ce qui va nous permettre d'engager encore davantage autour de ce mouvement.

Alors les prochaines étapes commencent en quelque sorte dès aujourd'hui, vous l'avez rappelé. En effet, avec le lancement des quatrièmes Assises territoriales de l'Islam de France qui vont remettre sur le métier et décliner les solutions sur le terrain. Et donc, nous devons continuer de capitaliser, de progresser pour éliminer tous les obstacles techniques, administratifs, logistiques, continuer ce dialogue à tous les niveaux. Ces assises territoriales de l'Islam de France vont permettre d'enrichir justement et de décliner des solutions de terrain sur les 4 thématiques qui ont été ici proposées et de poursuivre le travail.

C'est une démarche aussi pérenne de structuration de la pratique avec l'Institut français d'islamologie, lequel a vocation à devenir un pôle d'excellence universitaire, de formation et de recherche. C'est notre volonté. Je remercie la ministre, là aussi, pour son engagement et vous l'avez rappelé, Monsieur le président, professeur, notre volonté de continuer d'agréger et d'être au cœur aussi du sujet des formations et d'avoir des formations de référence, comme cela a été évoqué tout à l'heure pour un des groupes de travail important pour, là aussi, nous permettre d'avancer vers un processus de confiance et de déjouer toute forme d'obscurantisme.

Enfin, et je crois que c'est une étape irréversible qui se poursuit dès à présent dans les départements, avec ces assises territoriales de l'Islam de France, c'est un cadre de dialogue, de représentation qui doit en quelque sorte s'inscrire de manière durable, au plus près du terrain, et en quelque sorte, loin de toute forme d'interférence. Alors, ce que j'attends ces prochains mois est assez simple.

C'est d'abord la traduction, je le disais, concrète et en actes de tout ce que vous avez présenté aujourd'hui et nous n'avons pas de temps à perdre. Ensuite, c'est la poursuite du travail, la consolidation, le renforcement du travail indispensable en matière de recherche et en matière universitaire. Nous ne sommes qu'au début du chemin, l'Institut joue un rôle très important et je parle ici devant d'éminents universitaires qui ont porté l'excellence de l'école française. Mais nous devons être lucides sur le fait que nous n'avons pas eu le bon niveau d'investissement ces dernières années, et que nous devons réinvestir dans la connaissance du monde musulman, mais aussi du monde arabe, des différentes géographies, et recréer des postes de chaire, des postes de doctorants et réinvestir massivement sur ces sujets, et donc cette politique doit redoubler d'ambition. Et puis nous devons avancer sur plusieurs autres sujets éminemment difficiles. Certains ont été commencés aujourd'hui, d'autres, nous devons les prendre à bras le corps.

Le sujet du financement, vous l'avez dit, si nous voulons sortir des interférences, nous devons clarifier le financement, l'assumer dans le respect de ce qu'est la laïcité et donner de la pérennité et de la transparence. Quand il n'y a pas de pérennité et de transparence au financement, il y a des mécanismes opaques qui se mettent en place, des interférences et des jeux d'influence. Ça existe encore sur le terrain et ça n'est ni le discours des Mureaux, ni la loi, ni le FORIF qui l'a encore arrêté. Soyons totalement honnêtes avec nous-mêmes. Et donc, nous devons redoubler d'efforts pour cesser cela, réengager l'ensemble des partenaires financiers et avoir un système qui permette la soutenabilité et donc, avancer, redoubler d'efforts sur vos travaux.

Ensuite, il nous faut pleinement assumer le chantier que vous avez évoqué de formation, de reconnaissance et de construction d'un statut, d'homologation, oserais-je dire des imams. Si nous ne regardons pas ce sujet en face et si nous laissons en quelque sorte à d'autres le soin de former ou d'exporter vers la France les

prédicateurs, on peut continuer, comme on le fait depuis 20 ans, c'est-à-dire de déplorer les conséquences dont nous chérissons les causes. Ce n'est pas mon tempérament. Et donc, si nous voulons pleinement assumer ce qu'est la République, nous devons résolument regarder en face et assumer le fait que nous avons besoin d'aller au bout de ce chantier. Il est très difficile. Vous l'avez dit, avec beaucoup d'humilité et de calme, mais derrière ça, il y a des montagnes à bouger. Nous devons homologuer des formations universitaires, construire un système de gouvernance qui fait que des gens dont c'est la compétence sur le terrain pourront dire : cette personne est imam, n'est pas imam. Cette personne peut prédiquer, ne peut pas prédiquer. Et d'avoir un système qui fait que quand des gens qui prédisent, disent des folies qui menacent la République et bafouent la religion, qu'est l'Islam, qu'on puisse leur dire : vous n'avez plus le droit de le faire. Et sortir du jeu parfois hypocrite, quelquefois imparfait, dans lequel nous avons trop longtemps vécu.

Troisième élément, il a été peu évoqué aujourd'hui, c'est la question du pèlerinage. Elle est très liée au sujet de financement. Quelques-uns ici ont beaucoup travaillé sur ce sujet. Mais nous devons continuer le travail qui a été commencé mais qui n'est pas achevé. La ministre de l'Europe et des Affaires étrangères et les services compétents iront au bout de celui-ci qui, là aussi, est un travail de clarification des systèmes de financement, de plus grande transparence, et qui peut être d'ailleurs un des leviers de financement, tout à fait transparent et légitime, l'Islam en France, mais qui n'a pas vocation éternellement à financer certains acteurs de manière pas toujours transparente et des jeux qui ne sont pas toujours transparents. Et donc, c'est un dialogue géopolitique que nous avons d'ailleurs entamé, mais que nous souhaitons mener jusqu'à son terme.

Et puis, il y a le dernier chantier sur lequel il nous faut là aussi avancer avec beaucoup de courage, de volonté. Plusieurs d'entre vous ont commencé de le faire, mais qui est un travail pour nous-mêmes, qui est d'ailleurs plus large et miroite avec d'autres, mais de lutte contre toutes les propagandes, les discours de manipulation et au-delà de ce qui est fait dans la structure, sur notre sol de l'Islam en France, eh bien l'utilisation des réseaux sociaux, de certains organes par des puissances extérieures ou des mouvements religieux qui ont une conséquence sur notre sol et qui viennent en quelque sorte bousculer le chemin de concorde que nous sommes en train collectivement, de mener.

Ces discours, ces manipulations de l'information du culte, ont un impact en particulier sur les plus jeunes, sur les moins bien formés et moins éduqués. C'est une réalité, là aussi, dans notre société. Et donc, il nous faut collectivement travailler sur ce sujet, lutter contre et donc produire de la connaissance, savoir la diffuser et produire aussi, si je puis dire, des manœuvres de divulgation des mensonges. C'est important. Je crois que c'est un travail, là aussi, qui est au cœur de ce qu'est le rôle de la République et, je crois, l'engagement de toutes et tous ici.

Voilà, je ne veux pas être plus long mais je pense que l'entreprise que nous conduisons toutes et tous, et je me mets avec vous de plain-pied, beaucoup pensent que ça ne marchera pas encore aujourd'hui. Je vous le dis avec beaucoup de sincérité. Il y a plein de gens en France et à l'étranger qui disent "ce n'est pas la première fois qu'ils essaient ces trucs-là" et donc les uns continuent à s'organiser comme avant, les autres à attendre patiemment mi gourmands mi goguenards, que tout cela s'arrête ou échoue. Il nous faudra, donc, redoubler de détermination. Vous pensez que vous avez déjà donné beaucoup de votre temps et de votre énergie. Je veux être ici très clair avec vous : ça n'est que le début. Parce qu'il y aura des moments à nouveau de crise, parce que nous vivons des échecs, parce qu'on ne change pas les esprits, ni la géopolitique, ni l'intimité de nos villages et de nos villes, en quelques mois. Mais, je pense que si nous sommes clairs sur le cap, déterminés, et que si nous sommes fidèles à notre histoire, nous y arriverons. Parce que c'est une affaire de volonté, de respect et, je le disais, de reconnaissance et de connaissance.

C'est l'histoire même de la France, c'est l'histoire même de la République, nation et république au sein de laquelle toutes celles et ceux qui croient dans l'Islam, comme toutes celles et ceux qui croient dans une autre religion ou ne croient pas, ont à vivre en paix en s'engageant derrière elle. Donc, merci pour ce travail et surtout merci pour tout ce que vous allez continuer de faire à nos côtés, parce qu'il nous en reste beaucoup. Vive la République et vive la France !